



La Confédération des Haïtiens pour la Réconciliation (CHAR) propose que le dialogue national ait lieu avant la tenue des élections afin d'offrir au pays la chance de recouvrer un climat serein et sa souveraineté.

Généralement, les élections créent beaucoup plus de division dans le pays, a estimé le coordonnateur du CHAR, le professeur Amary Joseph Noel, croyant qu'Haïti, aujourd'hui, ne dispose pas d'un climat de paix propice à de bonnes élections. Dans cette atmosphère de méfiance et de défiance, a-t-il poursuivi, le pays ne peut emprunter la voie de la paix par les élections.

De ce fait, la Confédération propose l'organisation du «Grand Congrès de l'Entente Inter-haïtienne » avant la tenue des élections dans le pays pour créer un climat propice à l'organisation des prochaines joutes électorales.

«Le projet des élections est dans l'impasse, la loi électorale n'est pas encore votée, des sénateurs menacent de démissionner, des vents de divisions soufflent très fort dans le pays, la misère est atroce, les gens sont frustrés », tels sont parmi les difficultés relevées par la CHAR dans la conjoncture actuelle.

Le CHAR propose donc un code d'éthique pour que les élections aient lieu sans violence et dans un climat de confiance et d'entente citoyenne ; une diminution de la force des vents de

division qui soufflent dans le pays depuis longtemps et qui risquent d'entraîner la perte totale de l'indépendance du pays.

Mme Lyenneda St Preux, cadre de la confédération, a invité les différents acteurs (Exécutif, Parlement, Justice, partis politiques et société civile) à trouver un accord pour que des élections aient lieu dans le calme, sans risques que le pays sombre dans le chaos à cause des joutes contestées.

Cependant, selon le professeur Bellegarde Lhermite, membre de la confédération, ce projet impose des mesures d'accompagnement : tels la réalisation du dialogue dans un temps qui n'est pas trop loin ; une entente pour que tous les élus restent à leur poste pendant le déroulement du dialogue et avant la publication des résultats des élections ; un médiateur accepté par toutes les parties.

Tous les secteurs devront s'engager à respecter strictement les règles établies pour le jeu dans un souci de ne pas exposer le pays à une mise sous tutelle internationale, a suggéré Le CHAR.